



Rapport sur le cadre des ressources externes à moyen-terme(CRMT)

Analyse des décaissements 2014 et des prévisions de décaissement d'aides
publiques au développement sur la période 2016 -2018

Mars 2016

Table des matières

Table des matières	i
Sigles et abréviations	iii
Avant-propos	1
Résumé exécutif	2
Méthodologie	4
Périmètre du CRMT	5
I. Analyse par instrument de l'aide sur la période 2014-2018	7
1.1 Analyse des décaissements par instrument en 2014	7
1.1.1 Appuis budgétaires	8
1.1.2 Appuis projet	9
1.2 Analyse des prévisions d'aide par instrument 2015-2018	10
1.2.1 Aide budgétaire générale	11
1.2.2 Aide budgétaire sectorielle	11
1.2.3 Appui budgétaire décentralisée	12
1.2.4 Appui projet inscrit au Budget de l'Etat	12
II. Analyse par nature du financement	13
II.1 Décaissement par nature du financement en 2014	13
II.2 Prévisions de décaissements par nature de financement 2015-2018	13
III. Analyse par secteur du CSCRP	14
III.1 Analyse par secteur du CSCRP des décaissements d'aide en 2014	14
III.2 Analyse des prévisions de décaissement 2016-2018 par secteur du CSCRP	15
3.2.1. Développement rural	16
3.2.2 Nutrition, Santé, Lutte contre le VIH	17
3.2.3 Energie	17
3.2.4 Transports	18
3.2.5 Protection de l'enfant	19
3.2.6 Eau	19
3.2.7 Education	20
3.2.8 Sécurité alimentaire	21
3.2.9 Décentralisation	21
3.2.10 Protection sociale et lutte contre les vulnérabilités	22
IV. Analyse par catégorie de PTF	23
4.1 Décaissement 2014	23
4.1.1 Union Européenne et Etats Membres	24
4.1.2 Autre Coopération bilatérale OCDE	24
4.1.3 Système des Nations Unies	25
4.1.4 Banques de Développement	25
4.1.5 Autres PTF dont pays émergents	26
4.2 Prévisions de décaissement par type de PTF sur la période 2015-2018	26

4.2.1 Union Européenne et Etats Membres	27
4.2.2 Autre Coopération bilatérale OCDE	28
4.2.3 Système des Nations Unies.....	29
4.2.4 Banques de Développement	30
4.2.5 Autres PTF dont pays émergents	30
V. Concentration des PTF par secteur	31
Conclusion et recommandations.....	33
Annexe 1 : Nombre de domaines d'interventions par PTF - 2015.....	35
Annexe 2 : Nombre de PTF intervenant par domaine du CSCRp ó 2015	36
Annexe 3 : Décaissement et Prévisions de décaissement par type de PTF.....	37
Annexe 4 : Décaissement 2014 et Prévisions de décaissement 2015-2018 par Secteur du CSCRp.....	38
Annexe 5 : Décaissement 2014 et Prévisions de décaissement 2015-2018 par instrument	39

Liste Tableaux

Tableau 1: Répartition des Appuis Budgétaires par PTF en 2014.....	9
Tableau 2: Appui projet inscrit au budget de l'Etat	10
Tableau 3: Appui projet non inscrit au budget.....	10
Tableau 4: Prévisions de l'APD par instrument.....	10
Tableau 5: Aide budgétaire général 2015-2018 par nature du financement	11
Tableau 6: Prévisions d'aide budgétaire général en milliards de FCFA.....	11
Tableau 7: Appuis Budgétaires Sectoriels 2014-2018.....	11
Tableau 8: Répartition par catégorie de PTF des Appuis Projets inscrits au Budget de l'Etat : 2015-2018	12
Tableau 9: Répartition par catégorie de PTF des appuis projets non-inscrit au Budget d'Etat	12
Tableau 10: Répartition Prêt/Dons 2011-2014.....	13
Tableau 11 Répartition "Prêt/Don" de l'Appui Budgétaire Général 2015-2018.....	14
Tableau 12: Répartition par secteur du CSCRp des décaissements d'aide en 2014	14
Tableau 13: Répartition des dons par secteurs du CSCRp - 2014	15
Tableau 14: Répartition des prêts par secteur du CSCRp.....	15
Tableau 15: Répartition par secteur du CSCRp sur la période 2016-2018.....	16
Tableau 16: Répartition par PTF du secteur développement rural : 2016-2018.....	16
Tableau 17: Répartition par PTF du secteur Nutrition-Santé : 2016-2018	17
Tableau 18: Répartition par PTF du secteur Energie : 2016-2018	18
Tableau 19: Répartition par PTF du secteur Transports.....	18
Tableau 20: Répartition par PTF du secteur « Eau » : 2016-2018	19
Tableau 21: Répartition par PTF du secteur "Education"	20
Tableau 22: Répartition par PTF du secteur "Sécurité Alimentaire" : 2016-2018.....	21
Tableau 23: Répartition par PTF du secteur "Décentralisation" : 2016-2018	22
Tableau 24: Répartition par PTF du secteur "Protection Sociale et lutte contre les vulnérabilités" : 2016-2018	22
Tableau 25: Répartition bailleurs bilatéraux/multilatéraux.....	23
Tableau 26: Répartition des décaissements de 2014 "Catégorie Union Européenne et Etats Membres"	24
Tableau 27: Décaissement 2014 du Système des Nations Unies.....	25
Tableau 28: Décaissements 2014 des Banques de Développement	26
Tableau 29: Décaissements des "Autres PTF" en Mrds de FCFA	26
Tableau 30: Répartition PTF bilatéraux/multilatéraux en Mrds de FCFA : 2015-2018.....	26
Tableau 31: Répartition par catégorie de PTF : 2015-2018.....	27
Tableau 32: Répartition des financements au sein de l'Union Européenne et de ses Etats Membres : 2015-2018	27
Tableau 33: Répartition par secteur du CSCRp de la contribution de l'Union Européenne et de ses Etats Membres : 2015-2018.....	28
Tableau 34: Répartition des financements au sein de la catégorie "Autre coopération bilatérale OCDE" : 2015-2018	28
Tableau 35: Répartition par secteur du CSCRp de la catégorie "Autre coopération bilatérale OCDE" : 2015-2018.....	28
Tableau 36: Répartition au sein des agences du Système des Nations-Unies : 2015-2018.....	29
Tableau 37: Répartition par secteur du CSCRp de la contribution du Système des Nations Unies : 2015-2018.....	29

Tableau 38: Répartition au sein des Banques de Développement 2015-2018	30
Tableau 39: Secteurs de concentration des Banques de Développement – 2015/2018.....	30
Tableau 40: Prévisions de décaissement "Autre PTF" - 2015-2018 (en Mrds de FCFA).....	30
Tableau 41: Prévisions de décaissements par secteur "Autres PTF dont pays émergents" - 2015-2018 (en Mrds de FCFA)	31
Tableau 42: Liste des PTF qui interviennent dans 5 domaines ou plus – 2015	31
Tableau 43: Liste des domaines où interviennent au moins 10 PTF (2015)	32
Tableau 44: Liste des secteurs du CSCRП ou interviennent 5 ou moins PTF (2015)	32

Liste Figures

Figure 1: Répartition des décaissements par instrument en 2014.....	8
Figure 2: Répartition de l'aide par nature de financement 2015-2018	13
Figure 3: Répartition des décaissements entre grands groupes de PTF	24
Figure 4: Décaissement 2014 - Autre coopération bilatérale OCDE.....	25

Sigles et abréviations

AB	Appui Budgétaire
ABG	Appui Budgétaire Général
ABS	Appui Budgétaire Sectoriel
AFD	Agence Française de Développement
AN	Assemblée Nationale
ANICT	Agence Nationale d'Investissement des Collectivités Territoriales
BAD	Banque Africaine de Développement
BCEAO	Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest
BM	Banque Mondiale
CEDEAO	Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CSCRП	Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté
CREDD	Cadre stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable
CRMT	Cadre des Ressources Externes à Moyen Terme
CT/CSLP	Cellule Technique du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté
PAGAM/GFP	Plan d'Action Gouvernemental pour l'Amélioration et la Modernisation de la Gestion des Finances Publiques

PRED	Plan de Relance Durable pour le Mali
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
SCAP-II	Stratégie Commune d'Accompagnement Pays, phase 2
UE	Union Européenne
UEMOA	Union Économique et Monétaire Ouest Africaine
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la science et la Culture ;
USAID	United State Agency for International Development.

Avant-propos

Le Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide élabore et publie annuellement le rapport du cadre des ressources externes à moyen-terme permettant de consolider une base de données sur l'aide publique au développement.

Le Cadre des Ressources Externes à Moyen-Terme a été mis en place en 2008. Initialement piloté par les partenaires techniques et financiers, il a été décidé par la suite de confier le leadership de cet exercice à la partie nationale dans un souci d'appropriation. Ce rapport constitue le 7^{ème} exercice du cadre des ressources externes à moyen-terme, et le 6^{ème} élaboré par le Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide.

L'objectif du cadre des ressources externes à moyen-terme est de faire un point sur les décaissements enregistrés et de dresser une perspective sur les prévisions de décaissement à moyen-terme. Il contribue aussi à l'amélioration de la transparence et la prévisibilité de l'aide. Il met en exergue la diversité des modalités de l'aide au regard de la nature du financement, des instruments choisis pour acheminer l'aide et des secteurs d'allocation de l'aide.

Le rapport du CRMT permet de dresser des constats sur les tendances de l'aide publique au développement par nature du financement, par type d'instrument, par type de partenaire technique et financier et par secteur d'intervention.

En outre, le Cadre des Ressources Externes à Moyen-Terme doit être un outil d'aide à la décision pour les décideurs publiques afin d'assurer un leadership assumé de la gestion de l'aide, en partenariat étroit et constant avec les partenaires techniques et financiers.

Ce cadre des ressources externes à moyen-terme a pu être réalisé grâce à la contribution des partenaires techniques et financiers qui doivent être remerciés pour leur disponibilité et leurs contributions en faveur du développement du Mali.

Le cadre des ressources externes à moyen-terme est à ce jour le cadre le plus abouti permettant d'intégrer et d'analyser la quasi-intégralité des flux d'aide au développement enregistrés.

La base de données complète du Cadre des Ressources Externes à Moyen-Terme est disponible au Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide, rattaché au Ministère de l'Economie et des Finances et peut être mis à la disposition des acteurs qui en feront la demande.

Le présent exercice se situe dans un contexte marqué par l'actualisation du document stratégique de référence et le début de mise en place d'une base unifiée des données de l'aide au Mali.

Résumé exécutif

- Le Mali a bénéficié au cours de la période 2013-2014 d'une augmentation de l'aide octroyée par les partenaires techniques et financiers. Cette aide a permis d'accompagner le Gouvernement dans la mise en œuvre du PRED, présenté lors de la Conférence de Bruxelles en mai 2013. Cette dynamique se poursuivra à travers les prévisions budgétaires d'aide sur la période 2015-2018.

Année	2011	2012	2013	2014	2015*	2016*	2017*	2018*
APD (en milliards de FCFA)	554	305	1063	1024	1049	934	907	517

Source : Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide à partir des données transmises par les PTF

NB : * prévisions

- L'aide mobilisée en 2014 a été principalement constituée par des dons, ce qui a atténué la dégradation des ratios d'endettement. La période 2015-2018 devrait être caractérisée par une augmentation du ratio de l'aide financée par les prêts.

Année	2011	2012	2013	2014	2015*	2016*	2017*	2018*
% de prêt	29	22	16,4	14,5	33,17	36,74	37	25
% de dons	71	78	83,6	85,5	66,83	63,53	63	75

Source : Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide à partir des données transmises par les PTF

NB : * prévisions

- Le niveau élevé d'aides reçues en 2013-2014 s'est également traduit par une augmentation de l'appui projet non-inscrit sur le budget d'Etat, via notamment des programmes d'urgence exécutés par des ONG nationales et internationales. Le ratio des appuis budgétaires rapporté à l'aide totale est passé de 20% en 2013 à 10% en 2014. Sur la période 2015-2018, la part de l'aide non inscrite au budget de l'Etat devrait se contracter au profit notamment de l'aide inscrite au budget d'Etat. L'appui budgétaire sectoriel devrait occuper un poids marginal sur cette même période.

Instrument (en % du total)	2011	2012	2013	2014	2015*	2016*	2017*	2018*
ABG	18	0	18	9	8	10	11	7
ABS	9	4	1	1	2	1	1	0
Aide inscrit au budget d'état (*dont aide budgétaire décentralisée)	40	32	18	33	48	53	51	46
Aide non inscrit au budget d'état	33	64	63	57	42	35	37	47

Source : Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide à partir des données transmises par les PTF

NB : * prévisions

- Les prévisions de décaissement de l'aide sur la période 2015-2018 indiquent la robustesse de l'activité des Banques de développement de l'Union Européenne et de ses Etats-Membres. Parallèlement, les activités du système des Nations-Unis, des autres coopérations bilatérales de l'OCDE et des autres PTF dont les pays émergents pourraient se contracter légèrement. Ces évolutions sont à prendre au conditionnel puisqu'elles sont liées à la capacité des différents partenaires techniques et financiers à inscrire leurs actions dans un cadre programmatique pluriannuel.

Catégorie de PTF	2014	2015*	2016*	2017*	2018*
Banque de Développement	132,2	263,6	286,6	268,6	123,7
Système des Nations Unis	224,1	182,8	123,4	124,2	110,9
Union Européenne et Etats Membres	257,2	259,7	276,7	286,1	173,7
Autre Coopération bilatérale OCDE (hors UE)	371,2	219,1	135,8	117,1	101,9
Autres dont pays émergents	39,7	123,6	111,9	110,8	7,2
Total général	1 024,4	1 048,8	934,4	906,8	517,4

Source : Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide à partir des données transmises par les PTF

NB : * prévisions

- Au cours de l'année 2014, l'aide s'est concentrée prioritairement sur 10 secteurs clés : Paix et Sécurité (22%), Sécurité alimentaire (14,5%), Nutrition-Santé (10,7%), Développement rural (9,5%), Protection de l'enfant (7,2%), Transport (5,4%), Protection sociale et lutte contre les vulnérabilités (4,8%).
- Sur la période 2016-2018, l'aide devrait être allouée à plus de 80% à 10 secteurs clés : Développement rural (16,4%), Nutrition-Santé-Lutte contre le Sida (15,5%), Energie (10,5%), Transport (9%), Protection de l'enfant (7,7%), Eau (6,1%), Education (4,6%), Sécurité alimentaire (4,4%), Décentralisation (4,2%), Protection sociale et lutte contre les vulnérabilité (3,2%).
- On observe ainsi une réallocation de l'aide allant davantage vers les secteurs productifs dont : Développement rural, Energie, Transport, avec une diminution du poids des appuis dans le domaine de la paix et de la sécurité.
- Il existe une grande hétérogénéité en ce qui concerne le nombre de partenaires qui interviennent dans les différents secteurs de l'aide. Leur nombre peut varier de 0 en ce qui concerne l'aménagement du territoire à plus de 22 pour le développement rural. Par ailleurs, près de 20% des partenaires techniques et financiers interviennent dans plus de 10 domaines du CSCRP ce qui peut traduire une certaine dispersion des appuis.

Méthodologie

1. Un questionnaire a été validé par le Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide au cours des mois de janvier et de février 2015. Ce questionnaire sous un format de tableur Excel organisé en sept parties, décliné en 37 colonnes. Dans un premier temps, il est demandé un certain nombre d'informations générales: nom du partenaire technique et financier, intitulé de l'opération, description des principaux objectifs, existence d'une convention, montant total de l'appui, nature du financement, instrument, existence d'une unité de gestion, date de début, date de fin, type de structure chargée de mettre en œuvre l'appui, informations sur le bénéficiaire, etc.
2. La localisation géographique du projet est demandée dans la deuxième partie du tableau. Il s'agit de savoir si le projet a une dimension d'envergure nationale, ou de savoir dans quelles régions le projet intervient plus spécifiquement. La troisième partie concerne l'alignement sur les priorités nationales du Cadre Stratégique pour la Croissance, et la Réduction de la Pauvreté qui est structuré en domaines. Dans la quatrième partie, il s'agit de renseigner les décaissements effectués en 2014 tout en précisant si l'opération a fait l'objet d'une délégation via un autre partenaire technique et financier.
3. La cinquième partie est relative aux estimations de décaissement pour 2015. Les prévisions de décaissement pour les années 2016, 2017, 2018 sont collectées dans la sixième partie du tableau. Enfin, une colonne est prévue dans la dernière partie du tableau pour recueillir les commentaires des partenaires techniques et financiers afin de mieux saisir les spécificités de l'opération (état de mise en œuvre, blocages, bénéficiaires, etc.).
4. Le questionnaire du CRMT était accompagné par un guide didactique, élaboré par le Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide pour faciliter son remplissage. Une séance de travail a été organisée à la fin du mois de février 2015 entre le Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide et la Banque Africaine de Développement, en tant que coordonnateur du groupe thématique « Economie et Finances » pour finaliser le contenu du questionnaire. Suite à cette réunion, une séance de travail a été organisée le 25 mars 2015 ouverte à l'ensemble des partenaires techniques et financiers. Cette réunion a permis de rappeler les objectifs du CRMT et de présenter le questionnaire ainsi que le guide didactique.
5. Suite à cette séance de travail, le questionnaire a été adressé aux partenaires techniques et financiers pour une réponse attendue avant le 4 mai 2015. A cette date, seulement 8 partenaires techniques et financiers avaient complété le questionnaire. Une lettre de rappel a été envoyée le 18 mai pour un délai supplémentaire fixé au 26 mai. Le mois de juin a été mis à profit pour agréger les premières données, notamment celles relatives aux appuis budgétaires pour les besoins du cadrage budgétaire de la Direction Générale du Budget. Le processus de collecte des données s'est achevé au mois de novembre 2015. Le SHA a, au cours du mois de décembre 2015 envoyé aux PTF les principaux agrégats par acteur et par secteur pour vérification. Le présent rapport a été élaboré au cours des mois de février et de mars 2016.

6. La méthode de collecte a varié selon le type de PTF mais au final le présent CRMT offre une vue quasi exhaustive de l'aide des PTF traditionnels mais une vue partielle de celle des PTF émergents. Pour les PTF traditionnels, le SHA a envoyé le questionnaire à leurs représentations locales et a appuyé celles-ci pour qu'elles puissent au mieux le renseigner. Dans la plupart des cas, ces représentations l'ont rempli en lien avec leur siège. Pour les PTF émergents, les questionnaires ont été remplis par le SHA, à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale de la Planification du Développement via le programme triennal des investissements et de la Direction Générale de la Dette Publique.

Périmètre du CRMT

7. Les informations financières incluses dans le Cadre des Ressources Externes à Moyen Terme ont trait à l'aide publique au développement (APD). Selon l'OCDE, l'aide publique au développement doit: (i) Émaner d'organismes publics, y compris les États et les collectivités locales, ou d'organismes agissant pour le compte d'organismes publics, (ii) Avoir pour but essentiel de favoriser le développement économique et l'amélioration du niveau de vie des pays en développement ; (iii) Être assortie de conditions favorables et comporter un élément de libéralité au moins égal à 25 % (sur la base d'un taux d'actualisation de 10 pour cent). Les aides militaires et les annulations ou reconversion de dette ne doivent pas être incluses dans le champ de l'APD.
8. La présente édition du CRMT a couvert 43 partenaires techniques et financiers :
 - **16 PTF bilatéraux:** Allemagne (GIZ et KFW), Belgique, Canada, Chine, Danemark, Espagne, Etats-Unis, France (AFD et SCAC), Inde, Italie, Japon, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Suède et Suisse. Ce nombre est en baisse par rapport à l'exercice précédent, les Pays comme Abu Dhabi, Arabie Saoudite, Autriche, Corée du Sud, Koweït n'ayant pas pris part au présent exercice.
 - **27 PTF multilatéraux:** Banque Africaine de Développement (BAD), Banque Arabe pour le Développement Economique de l'Afrique (BADEA), Banque Islamique de Développement (BID), Bureau de Coordination des Affaires Humanitaires des Nations Unies (OCHA), Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS), Bureau International du Travail (BIT), Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), Banque Mondiale (BM), Banque Ouest-Africaine de Développement (BOAD), Fonds International pour le Développement Agricole (FIDA), Fonds Mondial de lutte contre le Sida, la Tuberculose et le Paludisme (FMSTP), Fonds Monétaire International (FMI), Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR), Organisation des Pays Producteurs et Exportateurs de Pétrole (OPEP), Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP), Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF), Organisation Internationale des Migrations (OIM), Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI), Organisation des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des Femmes (ONU-FEMMES), Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), Organisation des Nations Unies pour la Science, la Culture et l'Education (UNESCO), Organisation des Nations Unies contre le SIDA (ONUSIDA), Organisation Mondiale de la Santé (OMS), Programme Alimentaire Mondiale (PAM), Programme des Nations Unies pour le

Développement (PNUD), Service d'Action des Nations Unies contre les Mines (UNMAS), et Union Européenne.

I. Analyse par instrument de l'aide sur la période 2014-2018

1.1 Analyse des décaissements par instrument en 2014

9. En 2014, les partenaires techniques et financiers ont décaissé en faveur du Mali 1024,4 milliards de FCFA soit presque le même niveau qu'en 2013 (1063 milliards de FCFA). Ce montant est particulièrement important au regard des sommes qui avaient été enregistrées en 2012 (305 milliards de FCFA) et en 2011 (554 milliards de FCFA). Cette forte mobilisation se situe dans le contexte de la seconde année de mise en œuvre du Plan de Relance Durable (PRED) 2013-2014 qui a été présenté lors de la conférence internationale de Bruxelles le 15 mai 2013.

Suivi de l'aide apportée dans le cadre du Plan pour la Relance durable du Mali – 2013/2014

Le 15 Mai 2013 à Bruxelles à l'issue de la Conférence Internationale "Ensemble pour le Renouveau du Mali", 55 pays et institutions ont promis 3,285 Milliards d'euros (soit environ 2 155 milliards de FCFA) au Mali dans le cadre du financement du Plan pour la Relance durable du Mali (PRED) qui couvre la période 2013-2014. Le Gouvernement du Mali et ses Partenaires Techniques et Financiers ont convenu de faire un suivi rigoureux des engagements pris de part et d'autre. C'est ainsi que le principe d'une rencontre trimestriel a été adopté.

En vue de faciliter ce suivi, le Gouvernement et ses Partenaires ont conçu et validé un questionnaire qui est envoyé pour renseignement, à l'occasion de chaque réunion internationale de suivi, à tous les partenaires qui ont fait des annonces à Bruxelles en faveur du Mali. Ainsi, sur les 56 Partenaires qui ont fait des annonces à Bruxelles, 28 renvoient régulièrement ledit questionnaire renseigné au Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide. Ces 28 PTF représentent 91% des annonces faites à Bruxelles. En d'autres termes, des informations précises sont disponibles pour 91% des annonces (décaissements et prévisions par année, secteur, instrument, etc.).

Il ressort des données collectées auprès des 28 Partenaires Techniques et Financiers qui ont renseigné le questionnaire visant à évaluer le niveau de réalisation des annonces faites à Bruxelles le 15 mai 2013, que 1 426 milliards de FCFA ont été décaissés par lesdits partenaires pour la mise en œuvre du PRED, soit un taux d'exécution de 72,6% de leurs annonces qui se chiffrent à 1 965,2 milliards de FCFA, contre 66,2% par rapport aux annonces totales qui se chiffrent à 2 155 milliards de FCFA.

10. L'aide projet est toujours prédominant et représente 88% des fonds décaissés. Moins de la moitié (45%) des appuis sont mobilisés à travers le canal d'Etat contre 37% en 2013. La ventilation des décaissements par instrument est résumée dans le graphique suivant :

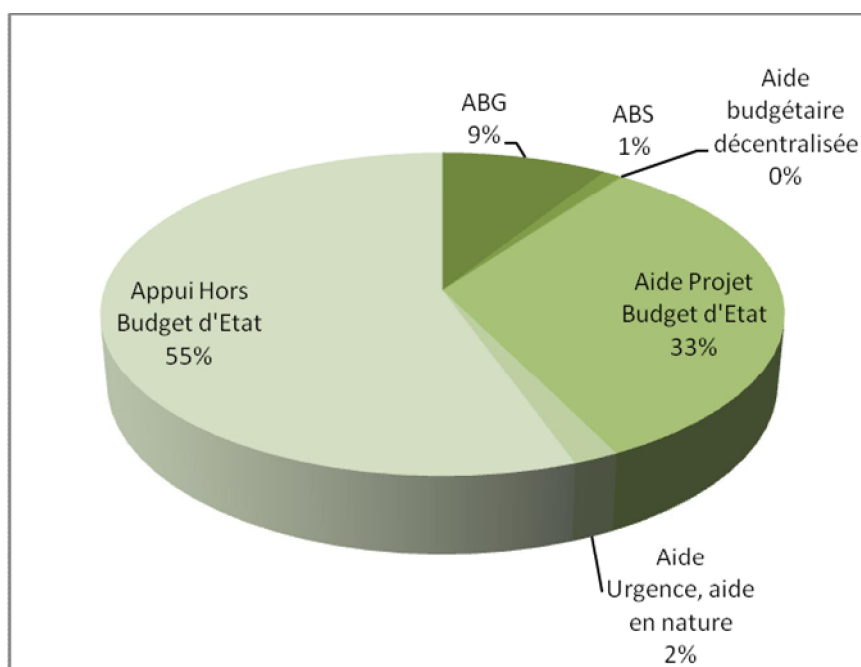


Figure 1: Répartition des décaissements par instrument en 2014

Source : Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide à partir des données transmises par les PTF

1.1.1 Appuis budgétaires

11. Par leur nature, les appuis budgétaires, qu'ils soient généraux ou sectoriels, constituent la forme d'aide la plus alignée sur les procédures et systèmes nationaux de gestion des finances publiques, mais dont la part est très largement minoritaire dans l'aide totale.
12. Versés directement au Trésor public, ces appuis servent à appuyer le Gouvernement dans la mise en œuvre de la politique nationale de développement, tout en lui accordant une marge de manœuvre budgétaire suffisante afin de consolider la stabilisation macro-économique. Ces appuis sont généralement adossés à des mesures de réformes et de résultats dans divers secteurs qui font l'objet d'évaluation conjointe et servent de déclencheurs pour le versement effectif des montants consignés dans la Loi de Finances.
13. Après avoir atteint près de 200 Milliards de FCFA en 2013, le montant des appuis budgétaires en 2014 a dépassé légèrement les 100 milliards de FCFA. La proportion des appuis budgétaires dans l'aide totale a baissé en conséquence, passant de 19% en 2013 à 10,15% en 2014.

Tableau 1: Répartition des Appuis Budgétaires par PTF en 2014

Instruments	PTF	Total
ABG	BAD	5,21
	Danemark	0,44
	Délégation de l'Union Européenne	62,58
	FMI	5,20
	France	19,02
Total ABG		92,45
ABS	Canada	0,00
	Espagne	3,28
	Pays-Bas	7,08
Total ABS		10,36
Aide budgétaire décentralisée	Suisse	1,21
Total Aide budgétaire décentralisée		1,21
Total général		104,02

Source : Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide à partir des données transmises par les PTF

14. L'appui budgétaire général a atteint 92,4 milliards de FCFA en 2014, soit 89% du total des appuis budgétaires. L'ABG a été principalement fourni (88%) par l'UE et la France. L'appui budgétaire sectoriel s'est élevé à 10 milliards de FCFA, soit 10% des appuis budgétaires. Les appuis budgétaires sectoriels ont été apportés par l'Espagne et les Pays Bas à travers le Fonds national de stabilisation économique et sociale mis en place en 2013 pour une durée de deux ans dans un contexte de crise ou les soutiens budgétaires directs avaient été momentanément bloqués.
15. Ce Fonds a permis de financer des actions inscrites dans la loi de finances, dans plusieurs secteurs, notamment dans le secteur de l'éducation, de la santé et du développement rural. L'appui budgétaire décentralisé, exclusivement pratiqué par la Suisse, s'élève à 1,21 milliards de FCFA.

1.1.2 Appuis projet

16. L'appui projet demeure traditionnellement l'instrument privilégié d'acheminement de l'aide comme constaté lors des exercices précédents, tant en terme de montant que de nombre de partenaires qui le pratiquent. Le montant de l'aide fournie sous-forme d'appui projet a atteint 901 milliards de FCFA en 2014, soit 88% de l'aide totale. La part de l'appui projet qui n'est pas inscrit au budget d'Etat atteint presque les deux tiers (63%) de cette forme d'aide.
17. Les Banques de développement (BAD, BADEA, BIDC, BM, BOAD, BID) opèrent beaucoup plus par le canal des projets inscrits au budget d'Etat. Les Banques de développement ont décaissé 95,4% de leurs appuis à travers le budget d'Etat, suivies des agences du SNU pour 63%. L'UE et ses Etats membres décaissent 51% de leur aide à travers des appuis-projet inscrits au budget d'Etat. Les autres coopérations bilatérales de l'OCDE utilisent seulement 4,4% de leurs décaissements via l'appui-projet inscrit au budget d'Etat.

Tableau 2: Appui projet inscrit au budget de l'Etat

Catégorie	2014
Autre Coopération bilatérale OCDE	15,1
Autres dont PTF émergents	22,0
Banque de Développement	115,8
Système des Nations Unis	140,5
Union Européenne et Etats Membres	39,4
Total général	332,9

Source : Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide à partir des données transmises par les PTF

18. L'appui projet non-inscrit au budget d'Etat est l'un des instruments les plus utilisés des bailleurs de fonds. La part de cet instrument dans le total a atteint près des deux-tiers en 2012 et en 2013, avant de diminuer à 57% en 2014. L'appui projet non-inscrit au Budget d'Etat est surtout pratiqué par l'Union Européenne et ses Etats Membres et par les autres coopérations bilatérales des pays membres de l'OCDE.

Tableau 3: Appui projet non inscrit au budget

Catégorie	2014
Autre Coopération bilatérale OCDE	354,9
Autres dont PTF émergents	17,7
Banque de Développement	6,0
Système des Nations Unis	83,6
Union Européenne et Etats Membres	125,4
Total général	587,5

Source : Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide à partir des données transmises par les PTF

I.2 Analyse des prévisions d'aide par instrument 2015-2018

19. En 2015, l'apport des appuis budgétaires devrait être dans les mêmes proportions qu'en 2014 (10%). La part de l'appui-projet inscrit au budget d'Etat passerait de 32,5 % en 2014 à 47,7% en 2015. Inversement, la proportion de l'appui projet non inscrit au budget de l'Etat passerait de 55,5% en 2014 à 41% en 2015.

Tableau 4: Prévisions de l'APD par instrument

Instrument	En Mrds de FCFA				En %			
	2015	2016	2017	2018	2015	2016	2017	2018
ABG	86,9	98,0	95,5	35,9	8,3%	10,5%	10,5%	6,9%
ABS	18,9	9,4	8,5	0,4	1,8%	1,0%	0,9%	0,1%
Aide budgétaire décentralisée	3,3	4,7	1,4	1,1	0,3%	0,5%	0,2%	0,2%
Aide Projet Budget d'Etat	500,7	493,8	465,5	239,2	47,7%	52,8%	51,3%	46,2%
Aide Urgence, aide en nature	7,0	6,0	1,0	0,0	0,7%	0,6%	0,1%	0,0%
Appui Hors Budget d'Etat	432,0	322,6	334,9	240,7	41,2%	34,5%	36,9%	46,5%
Total général	1 048,8	934,4	906,8	517,4	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Source : Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide à partir des données transmises par les PTF

1.2.1 Aide budgétaire générale

20. L'aide budgétaire générale est acquise en grande majorité sous-forme de dons. Le changement de tendance pour 2018 s'explique principalement par le fait que la phase du programme d'appui budgétaire général de l'Union Européenne s'estompe pour l'instant en 2018. En 2015, six partenaires techniques et financiers (sur les neufs partenaires techniques et financiers qui avaient signé l'arrangement spécifique relatif aux appuis budgétaires généraux) prévoyaient un appui sous forme d'aide budgétaire générale pour un montant de 86,9 milliards de FCFA, légèrement moins qu'en 2014 où ce montant atteignait 92,4 milliards de FCFA. En 2016, malgré le désengagement de deux partenaires techniques et financiers (Danemark, France), le montant de l'appui budgétaire général devrait avoisiner 100 milliards de FCFA. Le montant pour 2017 devrait atteindre 95 milliards de FCFA.

Tableau 5: Aide budgétaire général 2015-2018 par nature du financement

Nature	2015	2016	2017	2018
Don	52,6	69,5	72,2	12,6
Prêt	34,3	28,5	23,3	23,3
Total général	86,9	98,0	95,5	35,9
% de don	61%	71%	76%	35%
% de prêt	39%	29%	24%	65%

Source : Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide à partir des données transmises par les PTF

Tableau 6: Prévisions d'aide budgétaire général en milliards de FCFA

PTF	2015	2016	2017	2018
BAD	12,3	12,3	12,3	12,3
Banque Mondiale	29,1	23,3	23,3	23,3
Danemark	2,9	0,0	0,0	0,0
Délégation de l'Union Européenne	27,6	57,2	59,9	0,3
FMI	5,2	5,2	0,0	0,0
France	9,8	0,0	0,0	0,0
Total général	86,9	98,0	95,5	35,9

Source : Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide à partir des données transmises par les PTF

1.2.2 Aide budgétaire sectorielle

21. L'aide budgétaire sectorielle plafonne à hauteur d'un pour cent de l'ensemble de l'aide. Le Canada a entrepris un programme d'appui budgétaire sectoriel dans le secteur de l'éducation et du secteur de la santé pour la période 2015-2018. C'est le seul partenaire technique et financier qui ferait transiter ses ressources via cet instrument.

Tableau 7: Appuis Budgétaires Sectoriels 2014-2018

PTF	2015*	2016*	2017*	2018*
Canada	18,9	9,4	8,5	0,4
Total	18,9	9,4	8,5	0,4

Source : Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide à partir des données transmises par les PTF

1.2.3 Appui budgétaire décentralisée

22. L'appui budgétaire décentralisé permet d'accompagner le processus de décentralisation en accompagnant les collectivités locales dans la mise en œuvre de politiques publiques locales. Seule la Suisse pratique, pour l'instant, cette forme d'appui principalement dans les régions de Sikasso, Ségou, Mopti et Tombouctou dans la mise en œuvre des actions dans plusieurs secteurs : Développement rural, Education, Urbanisme et Habitat. Il est prévu en moyenne 2,6 milliards de FCFA par an.

1.2.4 Appui projet inscrit au Budget de l'Etat

23. La part de l'aide sous forme d'appui projet inscrit au budget d'Etat oscille entre 46% et 53% de l'ensemble des appuis sur la période 2015-2018. Ce sont principalement les Banques de Développement qui utilisent cet instrument qui constitue plus des trois-quarts de leur appui. Au total, une vingtaine de partenaires techniques et financiers fournissent de l'aide via cet instrument.

Tableau 8: Répartition par catégorie de PTF des Appuis Projets inscrits au Budget de l'Etat : 2015-2018

Catégorie	2015*	2016*	2017*	2018*
Autre Coopération bilatérale OCDE	17,3	22,8	16,5	14,4
Autres dont PTF émergents	104,8	91,3	88,6	7,2
Banque de Développement	194,7	223,5	210,7	88,1
Système des Nations Unis	133,5	107,0	107,0	105,9
Union Européenne et Etats Membres	50,3	49,1	42,7	23,6
Total général	500,7	493,8	465,5	239,2

Source : Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide à partir des données transmises par les PTF

1.2.5 Appui projet non-inscrit au budget d'Etat

24. L'appui projet non-inscrit au budget d'Etat est l'instrument le plus utilisés des bailleurs de fonds. La part de cet instrument a atteint près des deux-tiers en 2012 et en 2013. Sur la période 2015-2018, cette part diminue mais dépasse très largement 1/3 du total, oscillant entre 35% et 47%.
25. Financée très majoritairement à plus de 80% par des dons, l'aide qui transite par des appuis projets non-inscrits au budget d'Etat est principalement le fait de l'Union Européenne et de ses Etats-Membres (56,2% sur la période 2016-2018), et des autres coopérations bilatérales des pays membres de l'OCDE (31% sur la période 2016-2018).

Tableau 9: Répartition par catégorie de PTF des appuis projets non-inscrit au Budget d'Etat

Catégorie	2015	2016	2017	2018
Autre Coopération bilatérale OCDE	179,5	99,0	90,7	85,8
Autres dont PTF émergents	18,7	20,6	22,2	0,0
Banque de Développement	22,2	22,2	22,2	0,0
Système des Nations Unis	49,3	16,4	17,2	5,1
Union Européenne et Etats Membres	169,2	170,3	183,6	149,8
Total général	439,0	328,6	335,9	240,7

Source : Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide à partir des données transmises par les PTF

II. Analyse par nature du financement

II.1 Décaissement par nature du financement en 2014

26. Sur la période 2011-2014, l'augmentation régulière de la proportion de dons dans l'aide s'explique par le contexte de crise du moment. De 71% en 2011, le ratio est passé à 85,5% en 2014 soit une hausse de plus de 14 points. Les dons sont octroyés essentiellement pour financer des projets dont 24% sont inscrits au budget d'Etat et 62% ne figurent pas au budget d'Etat. L'appui budgétaire général a constitué 10% des décaissements en don.
27. Contrairement aux dons, les prêts sont quasiment mobilisés par les canaux du budget d'Etat. L'Union Européenne et ses Etats Membres, les autres coopérations bilatérales membres de l'OCDE et le Système des Nations Unies financent leur action quasi-intégralement sous-forme de dons. Le financement de l'aide par les prêts a été surtout le fait des Banques de Développement qui ont utilisé ce dispositif pour plus des trois quarts de leur appui.

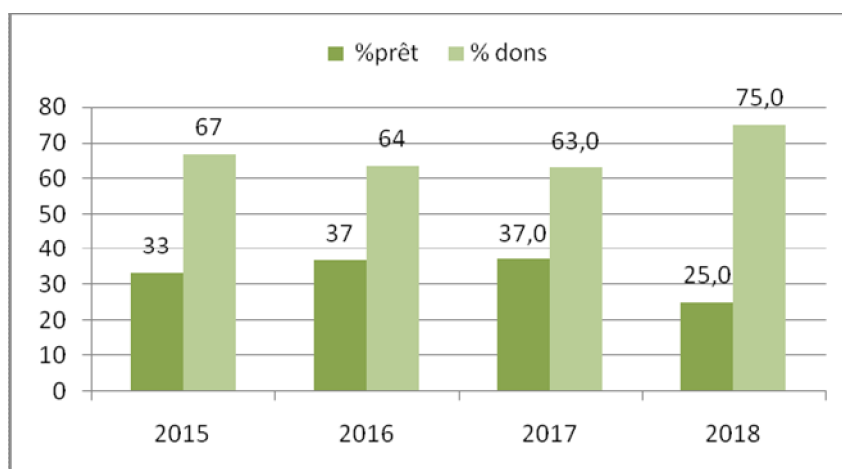
Tableau 10: Répartition Prêt/Dons 2011-2014

Nature/an	2011	2012	2013	2014
% de prêt	29	22	16,4	14,5
% de dons	71	78	83,6	85,5

Source : Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide à partir des données transmises par les PTF

II.2 Prévisions de décaissements par nature de financement 2015-2018

28. Les prévisions d'aide pour la période 2015-2018 indiquent une hausse de la part d'aide financée par emprunt avec une moyenne de 33% contre 14,5% en 2014. Cette tendance se justifie ainsi par : (i) la sortie de crise, les actions des PTF devraient s'orienter plus vers des actions de développement que sur des actions humanitaires qui s'effectuent quasiment à travers des dons, (ii) la prévisibilité des prêts est plus élevée que celle des dons.



Source : Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide à partir des données transmises par les PTF

Figure 2: Répartition de l'aide par nature de financement 2015-2018

29. L'aide budgétaire générale sur la période 2015-2018 sera acquise en grande majorité sous-forme de dons.

Tableau 11 Répartition "Prêt/Don" de l'Appui Budgétaire Général 2015-2018

Nature	2015	2016	2017	2018
Don	52,6	69,5	72,2	12,6
Prêt	34,3	28,5	23,3	23,3
Total général	86,9	98,0	95,5	35,9
% de don	61%	71%	76%	35%
% de prêt	39%	29%	24%	65%

Source : Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide à partir des données transmises par les PTF

30. Le Canada est le seul partenaire technique et financier qui fera de l'ABS sur la période 2015-2018. Ces appuis se feront en don en faveur des secteurs Education et Santé. L'appui budgétaire décentralisé sera uniquement l'œuvre de la Suisse à hauteur de 10,5 milliards de FCFA entre 2015 et 2018 entièrement en don.
31. Les dons devraient représenter 67% de l'enveloppe prévisionnelle de 2015 des appuis projets inscrits au budget de l'Etat. Quant aux appuis prévisionnels des projets hors budget d'Etat, il ressort que les dons représenteront 89% en 2015 contre 85% sur la période 2016-2018.

III. Analyse par secteur du CSCRP

III.1 Analyse par secteur du CSCRP des décaissements d'aide en 2014

32. La ventilation des décaissements d'APD en 2014 reflète la situation conjoncturelle dans laquelle le pays se trouvait. Les trois quarts de l'aide sont concentrés autour de sept (7) secteurs prioritaires (Paix et Sécurité, Sécurité Alimentaire, Nutrition-Santé, Multi-secteur/ABG, Développement rural, Protection de l'Enfant, Transport).

Tableau 12: Répartition par secteur du CSCRP des décaissements d'aide en 2014

Domaine / Secteur principal du CSCRP	Montants	%
Paix et Sécurité	207,3	20,24
Sécurité Alimentaire	135,6	13,24
Nutrition Santé	99,8	9,74
Multi-secteurs / ABG	91,3	8,91
Développement rural	88,1	8,60
Protection de l'enfant	67,9	6,63
Transports	50,0	4,88

Source : Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide à partir des données transmises par les PTF

33. L'appui budgétaire général par essence couvre l'ensemble des secteurs, les ressources mobilisées via cet instrument n'étant pas affecté. L'ABS a financé les secteurs suivant : "Développement rural"

(1,3 milliards de FCFA), "Education" (2,3 milliards de FCFA), " Nutrition Santé" (6,7 milliards de FCFA). Ces ABS ont été mobilisés via le FNSES. L'aide d'urgence en nature a couvert les secteurs comme : Nutrition Santé (1,7%), Protection sociale et la lutte contre les vulnérabilités (97%), Renforcement du partenariat avec le secteur privé, la société civile en assurant la qualité et l'équité (0,85%) et la Sécurité Alimentaire (0,7%).

34. Les huit premiers secteurs cumulant plus des quatre cinquièmes des dons sont rangés dans le tableau ci-dessous :

Tableau 13: Répartition des dons par secteurs du CSCRP - 2014

Secteur	% du total « Dons »
Paix et Sécurité	23,6
Sécurité Alimentaire	15,4
Nutrition Santé	11,4
Multi-secteurs / ABG	8,9
Protection de l'enfant	7,7
Développement rural	5
Protection sociale et lutte contre les vulnérabilités	5
Education	4

Source : Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide à partir des données transmises par les PTF

35. Les prêts décaissés en 2014 couvrent douze (12) secteurs dont les six (6) premiers cumulent près de l'intégralité de l'ensemble.

Tableau 14: Répartition des prêts par secteur du CSCRP

Secteur	% du total « Prêt »
Développement rural	28,03
Transports	27,14
Energie	17,72
Eau	13,68
Industrie	5,64
Décentralisation	4,56
Total	96,77

Source : Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide à partir des données transmises par les PTF

III.2 Analyse des prévisions de décaissement 2016-2018 par secteur du CSCRP

36. Sur la période 2016-2018, l'aide devrait être allouée à plus de 80% à 10 secteurs clés : Développement rural (16,4%), Nutrition-Santé-Lutte contre le Sida (15,5%), Energie (10,5%), Transport (9%), Protection de l'enfant (7,7%), Eau (6,1%), Education (4,6%), Sécurité alimentaire (4,4%), Décentralisation (4,2%), Protection sociale et lutte contre les vulnérabilité (3,2%).

Tableau 15: Répartition par secteur du CSCRP sur la période 2016-2018

Secteurs	Prévisions	Proportion
Développement rural	342,1	16,4%
Nutrition Santé, Lutte contre le Sida	323,9	15,5%
Energie	218,2	10,5%
Transports	185,4	8,9%
Protection de l'enfant	161,3	7,7%
Eau	127,8	6,1%
Education	95,0	4,6%
Sécurité Alimentaire	91,3	4,4%
Décentralisation	87,1	4,2%
Protection sociale et lutte contre les vulnérabilités	66,6	3,2%
Total général	2 087,7	-

Source : Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide à partir des données transmises par les PTF

3.2.1. Développement rural

37. Vingt (20) partenaires techniques et financiers ont annoncé des prévisions de décaissement dans le secteur du développement rural pour un montant de 342 milliards de FCFA sur la période 2016-2018. On note que 82% de ce montant devrait être financé par les partenaires suivants : Banque Mondiale (16,2%), BID (13,6%), BAD (12,3%), Délégation de l'Union Européenne (9,8%), France (9,5%), Canada (8%), BOAD (6,8%), Allemagne (5%). Ce secteur sera financé aux trois cinquièmes par des prêts accordés par la Banque Mondiale, la BID, la BAD et la France.

Tableau 16: Répartition par PTF du secteur développement rural : 2016-2018

PTF	Prévisions	%
Banque Mondiale	55,6	16,2%
BID	46,7	13,7%
BAD	42,0	12,3%
Délégation de l'Union Européenne	33,5	9,8%
France	32,3	9,4%
Canada	27,6	8,1%
BOAD	23,4	6,8%
Allemagne	18,0	5,3%
Autres	63,0	18,4%

Source : Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide à partir des données transmises par les PTF

38. Le premier programme de ce secteur en terme de montant prévu pour être décaissé sur la période 2016-2018 est le Programme de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest, financé par la Banque Mondiale sous forme de prêt. Ce programme qui figure comme projet inscrit au budget de l'Etat a débuté au cours du mois de juin 2013, et devrait se clôturer fin 2018. Il couvre l'ensemble du territoire national et est mis en œuvre par une unité de gestion de projet. Le montant des décaissements prévus sur la période 2016-2018 est de 30 milliards.

39. Le PPAO est une initiative pluriannuelle visant à transformer l'agriculture ouest-africaine en agissant sur plusieurs axes : dynamiser la productivité et promouvoir une agriculture durable, lutter

contre la faim et améliorer la nutrition, créer des emplois et, enfin, soutenir la collaboration entre pays. Il réunit 13 pays : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Libéria, Mali, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone et Togo.

3.2.2 Nutrition, Santé, Lutte contre le VIH

40. Sur la période 2016-2018, onze (11) PTF ont annoncé des prévisions de décaissement dans le secteur de la santé pour un montant de 323,8 milliards de FCFA. Ce secteur serait financé exclusivement par don. Près de 40% de cette somme devrait être fournie par les USA, et 20% par l'Unicef. Les Pays-Bas constituent également un partenaire important dans ce secteur puisque son appui constitue près de 10% du total. Enfin, l'apport du Fonds Mondial de Lutte contre le Sida, la Tuberculose, le VIH et le Paludisme est également très significatif. L'appui du Canada qui mettra en œuvre près de 9% de l'ensemble des appuis est à valoriser car il est le seul partenaire à faire transiter son aide via un appui budgétaire sectoriel.

Tableau 17: Répartition par PTF du secteur Nutrition-Santé : 2016-2018

PTF	En Mrds de FCFA	En %
USA	129,0	39,84%
UNICEF	66,2	20,43%
Pays-Bas	30,9	9,54%
Fonds Mondial	29,9	9,23%
Canada	28,4	8,77%
OMS	15,2	4,69%
Banque Mondiale	10,9	3,38%
France	8,7	2,68%
UNFPA	4,2	1,29%
UNHCR	0,2	0,07%
Allemagne	0,2	0,06%
Total	323,9	100,00%

Source : Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide à partir des données transmises par les PTF

41. Le premier appui dans ce secteur est le programme Santé de l'USAID dont l'objectif est d'améliorer durablement la santé à travers l'utilisation accrue des services de santé à grand impact et des comportements sains pour mettre fin aux décès infantiles et maternels évitables. Cet appui, dont la couverture géographique est nationale, mis en œuvre directement par l'USAID d'un montant de 305 millions de dollars US est un projet non-inscrit au budget d'Etat qui a débuté en 2013 et devrait prendre fin en 2019. L'OMS est également associée à ce programme. Les prévisions de décaissements sur la période 2016-2018 atteignent 114 milliards de FCFA.

3.2.3 Energie

42. Le secteur de l'énergie devrait bénéficier d'un appui de dix (10) partenaires techniques et financiers avec un montant de 218 milliards de FCFA sur la période 2016-2018. Plus de 90% de cet appui seront apportés par les partenaires suivants : Chine (45%), France (27%), BID (9%), BOAD (7,5%),

Banque Mondiale (7%). Plus de 80% des financements accordés à ce secteur seront constitués de prêts.

Tableau 18: Répartition par PTF du secteur Energie : 2016-2018

PTF	Montant* (Mrds de FCFA)	En %
Chine	92,8	42,5%
France	59,0	27,1%
BID	19,8	9,1%
BOAD	16,7	7,6%
Banque Mondiale	15,5	7,1%
Pays Bas	6,0	2,8%
BADEA	3,9	1,8%
BIDC	2,4	1,1%
Délégation de l'Union Européenne	1,0	0,5%
BAD	0,7	0,3%
Allemagne	0,4	0,2%
Total général	218,2	100,0%

Source : Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide à partir des données transmises par les PTF

43. Le premier projet dans ce secteur en termes de perspectives de décaissement sur la période 2016-2018 est le projet hydro-électrique de Gouina financé par la Chine. Les décaissements sur la période 2016-2018 devraient atteindre près de 55 milliards de FCFA. Situé à 45 km de Kayes, la capacité du barrage de Gouina est de 140 mégawatts (MW). Le projet, dont le coût global est estimé à 201 milliards de FCFA, sera financé à hauteur de 85% par un prêt de la China Eximbank. Le barrage de Gouina sera le quatrième ouvrage majeur de l'OMVS après le barrage hydro-électrique Manantali, au Mali, qui produit 200 MW, du barrage anti-sel de Diama, au Sénégal, et de la centrale hydro-électrique de Félou dont la capacité s'élève à 60 MW.

3.2.4 Transports

44. Un montant total de 185,4 milliards de FCFA sera apporté par 8 partenaires techniques et financiers dans ce secteur. Plus de la moitié de ce montant (55%) sera consentie sous forme de prêt. La Délégation de l'Union Européenne est le partenaire le plus important de ce secteur puisque sa contribution représente 43% de l'aide. Les Banques de Développement - la BOAD, la BAD et la BID - sont également bien présentes, avec pour respectivement 18%, 11,7% et 6,5% des prévisions dans ce secteur.

Tableau 19: Répartition par PTF du secteur Transports

Total (en milliards de FCFA)	185,4	en %
Délégation de l'Union Européenne	79,4	42,8%
BOAD	34	18,3%
BAD	21,7	11,7%
Chine	20,4	11,0%
BID	12,2	6,6%
OPEP	10,1	5,4%
Inde	4,5	2,4%
BADEA	3,2	1,7%

Source : Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide à partir des données transmises par les PTF

45. Le premier appui dans ce secteur en 2016-2018 sera fourni par la délégation de l'Union Européenne pour la réalisation et le bitumage de la route reliant Goma Coura à Tombouctou. Ce projet sera accompagné par un appui institutionnel influençant directement les performances du transport routier. Débuté en 2009, cet appui d'un montant total de 129 milliards de FCFA devrait faire l'objet de décaissement d'un montant de l'ordre de 48 milliards en 2016-2018. Par ailleurs, l'Union Européenne finance également la construction de la route Bourem-Kidal. Ce projet d'un montant de 60 milliards de FCFA qui débutera en 2016 et devrait se poursuivre jusqu'en 2019. Il contribuera à la croissance économique et au renforcement de la cohésion et la sécurité nationale par le développement d'un réseau routier durable au niveau national et par l'amélioration des performances du secteur des transports dans la région de Gao et Kidal.

3.2.5 Protection de l'enfant

46. Trois (3) partenaires techniques et financiers devraient agir dans le domaine de la protection de l'enfant pour un montant de 161 milliards de FCFA, dont principalement l'UNICEF qui contribuera à elle seule à 97% de ce montant. Le reste sera mis en œuvre par l'Allemagne et la Suède.

47. L'objectif général du programme pays Mali-UNICEF [2015-2019] est d'aider le gouvernement du Mali à accroître l'accès plus équitable aux services sociaux de base, renforcer la résilience des communautés et soutenir les systèmes de prestation de services, les politiques et budgets sensibles à la situation des groupes et des enfants les plus défavorisés, tout en assurant une meilleure transition de l'humanitaire vers le développement. Sur la période 2016-2018, les décaissements attendus sont de l'ordre de 146 milliards de FCFA.

3.2.6 Eau

48. Financé à deux-tiers par des prêts, le secteur de l'Eau bénéficiera de l'accompagnement de dix (10) partenaires techniques et financiers sur la période 2016-2018 pour un montant de 127 milliards de FCFA dont plus de 80% seront mis en œuvre grâce à un appui de la Banque Mondiale (35%), de la France (22,3%), de l'Allemagne (13,2%) et de la BID(12,7%).

Tableau 20: Répartition par PTF du secteur « Eau » : 2016-2018

PTF	Prévisions (en Mrds de FCFA)	en %
Banque Mondiale	44,7	34,9%
France	28,5	22,3%
Allemagne	16,9	13,2%
BID	16,2	12,7%
Italie	7,2	5,6%
Pays-Bas	5,7	4,5%
Suède	4,2	3,3%
BAD	2,6	2,0%
Délégation de l'Union Européenne	1,7	1,3%
Belgique	0,2	0,2%
Total	127,9	100,0%

Source : Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide à partir des données transmises par les PTF

49. Le projet le plus important dans ce secteur pour la période 2016-2018 en termes de prévisions de décaissement est le projet d'alimentation en eau potable de la ville de Bamako, financé par Banque Mondiale sous forme de prêt, sur la période de 2013 à 2018. Ce projet qui est inscrit au budget d'Etat devrait faire l'objet de 22 milliards de FCFA de décaissement sur la période 2016-2018. D'autres partenaires participent également à ce projet : Agence Française de Développement, Coopération Italienne, Banque Islamique de Développement.

3.2.7 Education

50. Sur la période 2016-2018, dix (10) les partenaires techniques et financiers ont prévu de décaisser 95 milliards dans le secteur éducation, dont 90% par des dons. Les cinq premiers contributeurs fourniraient 90% du total. Plus du quart de l'aide dans ce secteur devrait être fournie par la coopération américaine. L'UNICEF et la Banque Mondiale contribueraient chacune à hauteur de près de 19% au financement de ce secteur. L'Union Européenne et le Canada devraient apporter chacun au moins 13% de l'aide de ce secteur.

Tableau 21: Répartition par PTF du secteur "Education" 2016-2018

PTF	Montant en Mrds de FCFA	en %
USA	24,86	26,2%
UNICEF	17,86	18,8%
Banque Mondiale	17,78	18,7%
Délégation de l'Union Européenne	12,79	13,5%
Canada	12,36	13,0%
SUISSE	5,74	6,0%
France	1,69	1,8%
BID	1,57	1,7%
Luxembourg	0,35	0,4%
Belgique	0,03	0,0%
Total	95,03	100%

Source : Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide à partir des données transmises par les PTF

51. Pour un montant total de 54 millions de \$ US (environ 32 Milliards de FCFA), le programme de l'USAID dans le domaine de l'éducation, qui n'est pas inscrit au Budget de l'Etat, a débuté en 2013 et devrait prendre fin en 2019. Il intervient dans les régions de Koulikoro, Sikasso, Ségou, Tombouctou, Gao et Kidal. Les décaissements prévus sur la période 2016-2018 atteignent environ 25 milliards de FCFA.

52. L'objectif du programme vise l'amélioration de l'enseignement de la lecture dans les classes primaires, en renforçant les capacités des acteurs du système éducatif. Il s'agit de doter les écoles de tous les éléments pré requis avérés pour un enseignement réussi de la lecture et d'accompagner les parents et les communautés dans l'enseignement de la lecture. Le programme établira un agenda de recherche devant aboutir à la révision des politiques éducatives, du curriculum, et/ou des plans de leçons pour prendre en charge les insuffisances identifiées afin d'améliorer l'enseignement de la lecture.

3.2.8 Sécurité alimentaire

53. Six partenaires techniques et financiers ont annoncé des décaissements dans ce secteur pour la période 2016-2018 pour un montant avoisinant 91 milliards de FCFA. L'intégralité de ce montant sera constituée de don. Le financement de la coopération américaine devrait représenter plus de 70% du total. L'appui de la délégation de l'Union Européenne représenterait 23,2% du total.

Tableau 22: Répartition par PTF du secteur "Sécurité Alimentaire" : 2016-2018

PTF	Montant en Mrds de FCFA	en %
USA	64,8	71,0%
Délégation de l'Union Européenne	21,1	23,2%
France	3,0	3,2%
Luxembourg	1,0	1,1%
Belgique	0,9	1,0%
Allemagne	0,5	0,6%
Total	91,3	100%

Source : Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide à partir des données transmises par les PTF

54. L'appui programmé le plus important de ce secteur est celui des Etats-Unis d'Amérique. L'objectif du programme est d'augmenter la production agricole, les revenus des producteurs, d'améliorer l'état nutritionnel des femmes et des enfants, et réduire la pauvreté des bénéficiaires dans des chaînes de valeur cibles. L'Initiative "Feed the Future" (FTF) vise des investissements dans trois filières: i) le mil et le sorgho ; ii) le riz ; et iii) l'élevage axé sur les bovins et petits ruminants. Les femmes ont des niveaux importants de participation dans ces trois secteurs agricoles et leur amélioration devrait avoir des résultats directs et positifs sur elles. D'un montant de 155 millions de dollars US, ce programme couvre la période 2012-2019. Réalisé en partenariat avec la Banque Mondiale, il intervient principalement à Sikasso, Mopti, et Tombouctou. Les décaissements prévus de ce projet sur la période 2016-2018 avoisinent 49 milliards de FCFA.

3.2.9 Décentralisation

55. La décentralisation devrait bénéficier d'un appui de 87 milliards de FCFA de la part de 9 partenaires techniques et financiers au cours de la période 2016-2018 dont plus de 70% devraient être financés sous forme de dons. Les quatre cinquièmes de l'aide dans ce secteur devraient être fournies par la Banque Mondiale (28,7%), l'Allemagne (24,4%), la Délégation de l'Union Européenne (16,6%), et le Canada (9,5%).

Tableau 23: Répartition par PTF du secteur "Décentralisation" : 2016-2018

PTF	Montant en Mrds de FCFA	Contribution
Banque Mondiale	25,04	28,7%
Allemagne	21,22	24,4%
Délégation de l'Union Européenne	14,50	16,6%
Canada	8,23	9,5%
Belgique	5,78	6,6%
Luxembourg	5,09	5,8%
Suisse	4,03	4,6%
France	3,15	3,6%
Pays-Bas	0,08	0,1%
Total	87,12	100%

Source : Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide à partir des données transmises par les PTF

56. L'appui de la Banque Mondiale à travers le Projet d'appui aux communes urbaines du Mali – PACUM devrait être le programme le plus important en termes de décaissement prévus au cours de la période 2016-2018. Financé sous forme de prêt, ce projet inscrit au budget d'Etat a commencé en 2011, avec une fin prévue fin 2017. Il est mis en œuvre par une unité de gestion projet, et intervient à Bamako, Kayes, Koulikoro, Ségou et Mopti.

3.2.10 Protection sociale et lutte contre les vulnérabilités

57. Sept partenaires techniques et financiers ont annoncé des appuis dans ce secteur pour un montant de 66,6 milliards de FCFA, intégralement financés sous forme de dons. Plus de 90% du montant de l'aide dans ce secteur devrait être fournie par l'UNICEF (37,5%), la Banque Mondiale (36,2%), l'UNHCR (16,7%).

Tableau 24: Répartition par PTF du secteur "Protection Sociale et lutte contre les vulnérabilités" : 2016-2018

PTF	Montant en Mrds de FCFA	Contribution
UNICEF	25,0	37,5%
Banque Mondiale	24,1	36,2%
UNHCR	11,1	16,7%
Allemagne	3,1	4,7%
Délégation de l'Union Européenne	2,9	4,3%
Belgique	0,3	0,5%
Suisse	0,1	0,2%
Total	66,6	100,0%

Source : Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide à partir des données transmises par les PTF

58. L'objectif de l'appui de l'UNICEF est de mettre en place des politiques sociales au niveau national et infranational qui soient plus inclusives et équitables afin d'améliorer la résilience des familles et des communautés les plus vulnérables. Il s'agira également d'améliorer l'identification et le suivi au niveau national, régional et local des populations bénéficiaires, et d'analyser les causes des différentes privations.

59. Financé à hauteur de 35 milliards de FCFA et à 600 millions de FCFA respectivement par la Banque Mondiale et le Gouvernement du Mali, le Programme de Filets sociaux dénommé « Jigiséméjiri » (arbre de l'espoir en bambara) sur une période de cinq ans (2013-2018) a pour objectif d'effectuer des transferts monétaires ciblés aux ménages chroniquement pauvres et vulnérables.. Au terme de l'opération, le programme prévoit de toucher plus de 400 000 ménages et 180 000 enfants.

IV. Analyse par catégorie de PTF

4.1 Décaissement 2014

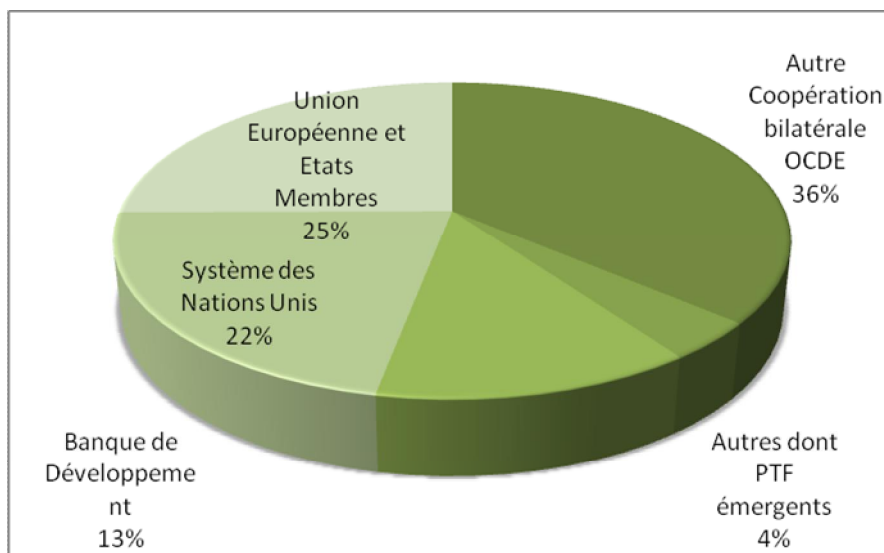
60. La part de l'aide des partenaires techniques et financiers bilatéraux est historiquement supérieure à celle des partenaires multilatéraux.

Tableau 25: Répartition bailleurs bilatéraux/multilatéraux

Groupes de PTF	2009	2010	2011	2013	2014
PTF bilatéraux	54%	57%	50%	52%	52%
PTF multilatéraux	46%	43%	50%	48%	48%

Source : Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide à partir des données transmises par les PTF

61. Pour les besoins de l'analyse, les catégories de PTF suivants ont été constituées : **Banques de Développement** (BAD, BADEA, Banque Mondiale, BID, BIDC, BOAD, FMI), **Système des Nations Unies** (BIT, FAO, FIDA, OCHA, OIM, OMS, ONU FEMMES, ONUDI, ONUSIDA, PAM, PNUD, UNESCO, UNFPA, UNHCR, UNICEF, UNMAS), **Union Européenne et Etats Membres** (Allemagne, Belgique, Danemark, Délégation de l'Union Européenne, Espagne, France, Italie, Luxembourg, Pays Bas, Suède), **Autre Coopération bilatérale OCDE (hors UE)** : (Canada, Japon, Norvège, Suisse, USA) ; **Autres don PTF émergents** (Chine, Fonds Mondial de lutte contre la Tuberculose, le VIH/SIDA et le Paludisme, Inde, OPEP). Plus d'un tiers (36%) des décaissements de l'aide en 2014 est du fait de la catégorie « Autre Coopération bilatérale OCDE (hors UE) ». La coopération de l'Union Européenne et de ses Etats membres représente un quart de l'ensemble. La part du système des Nations-Unies est de 22%. Les trois premiers PTF ont apporté 83% des décaissements de l'APD en 2014.



Source : Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide à partir des données transmises par les PTF

Figure 3: Répartition des décaissements entre grands groupes de PTF

4.1.1 Union Européenne et Etats Membres

62. Cette catégorie constitue le second groupe de contributeurs en 2014. La France est le premier contributeur bilatéral avec 15,18%, suivie de l'Allemagne (8,2%) et des Pays Bas (8,03%). La contribution de cette catégorie de partenaires techniques et financiers se base pour partie sur la programmation conjointe européenne qui est un processus de coordination et de concertation inter-bailleurs à valoriser. Ce processus devra par ailleurs faire l'objet d'une capitalisation dans le cadre de la mise en place d'une première programmation indicative conjointe, comme prévu dans la Stratégie Commune d'Accompagnement Pays (2016-2018).

Tableau 26: Répartition des décaissements de 2014 "Catégorie Union Européenne et Etats Membres"

PTF	Montants en Mrds de FCFA	Part dans les décaissements 2014 en %
Allemagne	21,1	8,20
Belgique	5,6	2,18
Danemark	17,2	6,71
Délégation de l'Union Européenne	121,9	47,41
Espagne	7,6	2,95
France	39,0	15,18
Luxembourg	6,0	2,34
Pays-Bas	20,7	8,03
Suède	18,0	7,00
Total	257,2	100,00

Source : Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide à partir des données transmises par les PTF

4.1.2 Autre Coopération bilatérale OCDE

63. La contribution de cette catégorie de PTF en 2014 est dominée par les USA avec 325 milliards de FCFA soit 88% de l'ensemble (371 milliards de FCFA). L'ensemble des décaissements de ces PTF sont en don. Le principal moyen d'acheminement de l'aide de cette catégorie est l'aide projet hors

budget d'Etat. Toutefois, les USA ont inclus dans leurs appuis leur contribution à la MINUSMA, ce qui ne rentre pas dans le périmètre de l'APD selon la définition admise.

Contribution à la catégorie	2014
Canada	8,2%
Suisse	4,2%
USA	87,6%

Source : Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide à partir des données transmises par les PTF

Figure 4: Décaissement 2014 - Autre coopération bilatérale OCDE

4.1.3 Système des Nations Unies

64. Composé de 16 Organismes spécialisés, ce groupe a apporté 224 Milliards de FCFA en 2014 contre 271 Milliards en 2013. Les organisations humanitaires du Système des Nations Unies constituées de OCHA, PAM, UNHCR, UNIMAS ont versé plus de 60 Milliards de FCFA soit 27% des décaissements du SNU. Plus des trois cinquièmes de cet appui (62%) transitent par de l'appui projet inscrit au budget de l'Etat, mis en œuvre principalement par l'UNICEF. A l'instar de l'Union Européenne et de ses Etats-Membres, le système des Nations-Unies, à travers l'UNDAF, développe également un cadre conjoint pour la mise en œuvre de leurs appuis.

Tableau 27: Décaissement 2014 du Système des Nations Unies

Catégorie	PTF	2014
Système des Nations Unies	BIT	0,4
	FAO	4,9
	FIDA	1,8
	OCHA	3,7
	OIM	1,5
	OMS	6,0
	ONU FEMMES	1,3
	ONUDI	0,0
	ONUSIDA	0,1
	PAM	52,1
	PNUD	15,7
	UNESCO	0,0
	UNFPA	3,1
	UNHCR	3,9
UNICEF	128,6	
UNMAS	1,1	
Total Système des Nations Unis		224,1

Source : Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide à partir des données transmises par les PTF

4.1.4 Banques de Développement

65. La sortie progressive de la situation de crise consacre le retour de cette catégorie dans le paysage de la coopération. Sa contribution dans le décaissement passe de 6% en 2013 à 13% en 2014. Ce bond est essentiellement dû à la contribution de la Banque Mondiale qui a décaissé 60% des 132 milliards décaissés par tous ces PTF. Trois banques (Banque Mondiale, Banque Islamique de

Développement, Banque Africaine de Développement) ont décaissé 111 milliards de FCFA, soit 84% de la contribution totale de cette catégorie. Près des neuf dixièmes de l'aide fournie par les Banques de Développement finance des projets inscrits au Budget d'Etat, et 8% finance l'appui budgétaire. L'essentiel (82%) de l'appui des banques de développement est financé par des emprunts.

Tableau 28: Décaissements 2014 des Banques de Développement

Source : Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide à partir des données transmises par les PTF

Montant en Mrds de FCFA	2014
BAD	14,4
BADEA	5,8
Banque Mondiale	78,1
BID	18,9
BIDC	1,3
BOAD	8,4
FMI	5,2
Total général	132,2

4.1.5 Autres PTF dont pays émergents

66. La catégorie « Autres PTF » a mobilisé 40 milliards de FCFA dont 74% fourni par le Chine, et 26% par le Fonds Mondial de Lutte contre le Sida, le Paludisme et la Tuberculose. Plus de la moitié du montant de cette catégorie est inscrite au Budget d'Etat, avec la contribution de la Chine et de l'OPEP, financé apportée sous forme d'emprunt. Le Fonds Mondial apporte une contribution financière non-inscrite au budget d'Etat sous forme de don.

Tableau 29: Décaissements des "Autres PTF" en Mrds de FCFA

Montant en Mrds de FCFA	2014
Chine	29,3
Fonds Mondial de lutte contre la Tuberculose, le VIH/SIDA et le Paludisme	10,3
Inde	0,0
OPEP	0,2
Total	39,7

Source : Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide à partir des données transmises par les PTF

4.2 Prévisions de décaissement par type de PTF sur la période 2015-2018

67. Les prévisions des données d'aide sur la période 2016-2018 indiquent un renversement de la tendance en ce qui concerne la répartition entre bailleurs bilatéraux et multilatéraux. En effet traditionnellement minoritaire, l'aide des partenaires multilatéraux pourrait représenter jusqu'à 60% de l'aide totale.

Tableau 30: Répartition PTF bilatéraux/multilatéraux en Mrds de FCFA : 2015-2018

Catégorie de PTF	2016	2017	2018	Total	%
Bilatéral	377,74	348,90	226,96	953,60	40,43
Multilatéral	556,63	557,86	290,47	1 404,96	59,57
Total général	934,37	906,76	517,43	2 358,56	100,00

Source : Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide à partir des données transmises par les PTF

68. L'Union Européenne et ses Etats membres représenteront 31% de l'ensemble (contre 25% en 2015). La part des Banques de Développement serait également en augmentation (28,8% sur 2016-2018 contre 25,1% en 2015).

Tableau 31: Répartition par catégorie de PTF : 2015-2018

Groupe de PTF	% en 2015	% en 2016-2018
Autre Coopération bilatérale OCDE	20,9	15,0
Autres dont PTF émergents	11,8	9,7
Banque de Développement	25,1	28,8
Système des Nations Unies	17,4	15,2
Union Européenne et Etats Membres	24,8	31,2
Total général	100,0	100,0

Source : Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide à partir des données transmises par les PTF

69. La part de la catégorie « Autre Coopération Bilatérale OCDE » affiche une nette baisse passant de 21% en 2015 à 15% entre 2016-2018. La part de la catégorie « Autre PTF » pourrait diminuer, passant de 11,8% à 9,7%. Cette diminution serait également du même ordre de grandeur en ce qui concerne le Système des Nations-Unies (17,4% à 15,2%).

4.2.1 Union Européenne et Etats Membres

70. La contribution de cette catégorie devrait passer de 25% en 2015 à 31% sur la période 2016-2018 de l'ensemble de prévision d'aide. En moyenne, plus de 90% de cette aide est délivrée sous forme de don, et acheminée majoritairement par le canal de l'aide projet non inscrit au Budget d'Etat. Les trois premiers pays contributeurs seront la France (20%), l'Allemagne (10%), et les Pays-Bas (10%). Les secteurs de concentration de l'UE et ses Etats membres seront par ordre d'importance : Développement rural (15,9%), Transports (13,25%), Eau (9,8%), Energie (9%), Décentralisation (7,35%), Nutrition Santé (6,6%), Justice (5%).

Tableau 32: Répartition des financements au sein de l'Union Européenne et de ses Etats Membres : 2015-2018

PTF	2015*	2016*	2017*	2018*	Moy (2015-2018)*
Délégation de l'Union Européenne	38%	45%	50%	28%	40%
France	15%	13%	18%	32%	20%
Allemagne	15%	12%	9%	5%	10%
Pays-Bas	10%	9%	9%	12%	10%
Suède	7%	5%	6%	10%	7%
Danemark	9%	8%	3%	5%	6%
Luxembourg	2%	3%	3%	5%	3%
Belgique	4%	3%	2%	0%	2%
Italie	0%	0%	1%	2%	1%
Espagne	0,5%	0,1%	0%	0%	0%

Source : Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide à partir des données transmises par les PTF

Tableau 33: Répartition par secteur du CSCRP de la contribution de l'Union Européenne et de ses Etats Membres : 2015-2018

Source : Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide à partir des données transmises par les PTF

Domaine / Secteur principal du CSCRP	2015*	2016*	2017*	2018*	Moy (2015-2018)
Développement rural	12,70%	15,10%	17,30%	18,40%	15,88%
Transports	14,30%	10,00%	16,50%	12,20%	13,25%
Eau	8,40%	10,60%	12,70%	7,70%	9,85%
Energie	1,30%	2,90%	11,20%	20,80%	9,05%
Décentralisation	5,60%	12,10%	7,30%	4,40%	7,35%
Nutrition Santé	6,40%	7,10%	5,60%	7,20%	6,58%
Justice	2,90%	4,70%	6,00%	6,80%	5,10%
Sécurité Alimentaire	5,50%	5,70%	3,50%	3,70%	4,60%
Assainissement	4,00%	6,60%	2,80%	0,80%	3,55%
Emploi	3,30%	6,00%	5,10%	3,40%	4,45%
Autre	35,60%	19,00%	12,10%	14,60%	20,33%

4.2.2 Autre Coopération bilatérale OCDE

71. La part de ce groupe de PTF devrait passer de 36% des décaissements en 2014 à 21% des prévisions globales en 2015 et 15% entre 2016-2018. Ces PTF financeront les secteurs suivants sur la période 2015-2018 : Nutrition-Santé (39%), Sécurité Alimentaire (23,7%), Développement rural (12,2%), Education (11,1%).

Tableau 34: Répartition des financements au sein de la catégorie "Autre coopération bilatérale OCDE" : 2015-2018

PTF	2015	2016	2017	2018
Canada	18,6%	23,2%	27,7%	21,9%
Japon	4,2%	0,0%	0,0%	0,0%
Norvège	0,4%	5,7%	0,0%	0,0%
Suisse	6,8%	11,1%	10,7%	7,2%
USA	70,0%	60,0%	61,6%	70,8%

Source : Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide à partir des données transmises par les PTF

Tableau 35: Répartition par secteur du CSCRP de la catégorie "Autre coopération bilatérale OCDE" : 2015-2018

Domaine / Secteur principal du CSCRP	2015	2016	2017	2018	Moy 2015-2018
Nutrition Santé	27,00%	44,10%	42,60%	42,80%	39,13%
Sécurité Alimentaire	38,90%	16,00%	18,60%	21,30%	23,70%
Paix et Sécurité	10,10%	0,00%	0,00%	0,00%	2,53%
Développement rural	5,80%	15,60%	13,00%	14,30%	12,18%
Education	8,00%	12,20%	12,80%	11,40%	11,10%

Autre	10,30%	12,20%	13,00%	10,10%	11,40%
-------	--------	--------	--------	--------	--------

Source : Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide à partir des données transmises par les PTF

4.2.3 Système des Nations Unies

72. La chute de la prévisibilité des organismes du système des Nations-Unies est sûrement liée à la nature de leurs interventions. Les organismes dont les prévisions de décaissement sont les plus importantes sont : UNICEF, OMS, UNFPA, UNICEF, PNUD, UNHCR. Sur la période 2016-2018, la contribution de l'UNICEF devrait atteindre 82% des prévisions du SNU.

Tableau 36: Répartition au sein des agences du Système des Nations-Unies : 2015-2018

Catégorie	PTF	2015	2016	2017	2018
Système des Nations Unies	BIT	0,0	0,0	0,0	0,0
	FAO	1,7	0,0	0,0	0,0
	FIDA	3,9	0,0	0,0	0,0
	OCHA	4,1	0,0	0,0	0,0
	OIM	0,0	0,0	0,0	0,0
	OMS	3,5	5,1	5,1	5,1
	ONU FEMMES	1,5	0,0	0,0	0,0
	ONUDI	6,2	0,0	0,0	0,0
	ONUSIDA	0,0	0,0	0,0	0,0
	PAM	6,4	0,0	0,0	0,0
	PNUD	21,0	9,2	9,2	8,0
	UNESCO	0,3	0,0	0,0	0,0
	UNFPA	4,7	4,7	4,7	0,0
	UNHCR	11,0	6,6	7,5	0,0
	UNICEF	118,6	97,9	97,9	97,9
UNMAS	0,0	0,0	0,0	0,0	
Total Système des Nations Unies		182,8	123,4	124,2	110,9

Source : Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide à partir des données transmises par les PTF

73. Les secteurs prioritaires du CSCRP qui seront financés par cette catégorie de PTF sont : Protection de l'enfant, Nutrition Santé, Protection sociale et lutte contre les vulnérabilités, Assainissement, autres.

Tableau 37: Répartition par secteur du CSCRP de la contribution du Système des Nations Unies : 2015-2018

Domaine / Secteur principal du CSCRP	2015	2016	2017	2018	Moy 2015-2018
Protection de l'enfant	34,90%	42,40%	42,10%	47,20%	41,65%
Nutrition Santé	17,60%	23,70%	23,50%	24,50%	22,33%
Protection sociale et lutte contre les vulnérabilités	11,50%	11,00%	11,50%	7,50%	10,38%
Assainissement	6,70%	7,40%	7,40%	8,30%	7,45%
Autre	29,30%	15,50%	15,50%	12,60%	18,23%

Source : Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide à partir des données transmises par les PTF

4.2.4 Banques de Développement

74. La part de l'aide octroyée par les Banques de développement devrait passer de 25% en 2015 à 29% en 2016-2018. Ces dernières opèrent essentiellement par des prêts finançant des projets inscrits dans la loi de finances. Les secteurs d'interventions prioritaires seront : le développement rural, l'énergie, le transport, l'eau etc.

Tableau 38: Répartition au sein des Banques de Développement 2015-2018

PTF	2015	2016	2017	2018
BAD	34,4	39,9	43,4	46,5
BADEA	4,9	4,9	4,9	0,0
Banque Mondiale	117,1	136,5	120,1	77,2
BID	60,1	60,1	60,1	0,0
BIDC	4,7	2,8	2,8	0,0
BOAD	37,2	37,2	37,2	0,0
FMI	5,2	5,2	0,0	0,0
Total général	263,6	286,6	268,6	123,7

Source : Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide à partir des données transmises par les PTF

Tableau 39: Secteurs de concentration des Banques de Développement – 2015/2018

Domaine / Secteur principal du CSCR	2015	2016	2017	2018	Moy (2015-2018)
Développement rural	30,10%	33,40%	32,80%	35,40%	32,93%
Transports	15,10%	12,30%	16,50%	11,10%	13,75%
Energie	18,70%	13,50%	12,00%	4,60%	12,20%
Eau	15,00%	12,70%	13,10%	9,40%	12,55%
Autre	21,10%	28,10%	25,70%	39,50%	28,60%

Source : Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide à partir des données transmises par les PTF

4.2.5 Autres PTF dont pays émergents

75. La catégorie « Autres PTF don pays émergents » est dominé par la Chine et l'Inde dont les contributions représentent respectivement 57% et 22% de sous-ensemble. La part du Fonds Mondial de lutte contre la tuberculose, le Sida et le Paludisme sera de 12% sur la période 2016-2018.

Tableau 40: Prévisions de décaissement "Autre PTF" - 2015-2018 (en Mrds de FCFA)

PTF –	2015	2016	2017	2018
Chine	66,8	66,8	66,8	0,0
Fonds Mondial de lutte contre la Tuberculose, le VIH/SIDA et le Paludisme	12,3	14,2	15,7	0,0
Inde	35,9	22,5	20,3	0,0
OPEP	7,5	7,5	7,1	7,1
Total	122,4	111,0	109,9	7,1

Source : Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide à partir des données transmises par les PTF

76. Les trois quarts de l'appui de cette catégorie de PTF seront alloués au financement d'infrastructures (Energie – 39%, Transport – 18,5%, Technologie de l'Information et de la Communication – 18%) grâce aux contributions de la Chine, de l'Inde, et de l'OPEP. La lutte contre le Sida représentera 12%, financé par le Fond Mondial. Enfin, le développement rural qui devrait bénéficier de l'appui de la Chine et de l'OPEP représentera 5,5% du montant de l'aide de cette catégorie.

Tableau 41: Prévisions de décaissements par secteur "Autres PTF dont pays émergents" - 2015-2018 (en Mrds de FCFA)

Source : Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide à partir des données transmises par les PTF

Domaine / Secteur principal du CSCRP	2015	2016	2017	2018	2015-2018	en %
Energie	45,9	45,9	45,9	0,0	137,8	39,3%
Transports	30,2	16,8	14,6	3,3	64,9	18,5%
Technologies de l'information et de la communication	21,1	21,1	21,1	0,0	63,4	18,1%
Lutte contre le VIH/Sida	12,3	14,2	15,7	0,0	42,2	12,0%
Développement rural	6,4	6,4	6,0	3,8	22,6	6,4%
Multi-secteurs	6,5	6,5	6,5	0,0	19,4	5,5%
Total général	122,4	111,0	109,9	7,1	350,3	100,0%

V. Concentration des PTF par secteur

77. La classification thématique du CRMT comporte 39 secteurs alignés sur les domaines du CSCRP. Dix-neuf pourcent des PTF opèrent dans au moins 10 secteurs du CSCRP. Cette dispersion des moyens pourrait nuire à l'efficacité de l'aide apportée par les PTF. En effet, la priorisation sur un nombre restreint de secteurs permettra de développer des avantages comparatifs en développant une expertise, d'allouer des moyens plus importants sur les secteurs prioritaires et donc d'obtenir un levier de changement plus important.
78. Il pourrait ainsi être conseillé à certains PTF de se concentrer sur un nombre plus restreint de domaines prioritaires du CSCRP afin que le montant moyen d'aide par domaine soit davantage significatif.

Tableau 42: Liste des PTF qui interviennent dans 5 domaines ou plus – 2015

PTF	Nombre de domaines d'intervention	Montant total	Montant moyen par domaine
France	19	40,2	2,1
Allemagne	17	38,7	2,3
Délégation de l'Union Européenne	17	99,7	5,9
Suisse	13	14,9	1,1
Suède	12	17,2	1,4
Luxembourg	11	4,8	0,4
Belgique	11	10,1	0,9
Banque Mondiale	10	117,1	11,7
BID	9	60,1	6,7
Pays-Bas	8	24,9	3,1
Canada	8	40,7	5,1
USA	7	153,4	21,9

BAD	6	34,4	5,7
BOAD	6	37,2	6,2

Source : Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide à partir des données transmises par les PTF

79. Par ailleurs, certains secteurs (Développement rural, Nutrition-Santé, Eau, Education, Energie, Protection sociale) bénéficient d'un nombre très important de partenaires techniques et financiers ce qui complique la coordination entre le Gouvernement et les PTF et entre les PTF eux même. Par ailleurs, d'autres secteurs (Assainissement, Secteur Privé, Industrialisation, Urbanisme, Formation Professionnelle) pourtant particulièrement important sont peu soutenus par les partenaires techniques et financiers.

Tableau 43: Liste des domaines où intervient au moins 10 PTF (2015)

Secteurs du CSCRP	Nombre de domaines
Développement rural	22
Multi-secteurs / ABG	14
Nutrition Santé	13
Eau	12
Education	11
Energie	11
Protection sociale et lutte contre les vulnérabilités	10

Source : Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide à partir des données transmises par les PTF

Tableau 44: Liste des secteurs du CSCRP où intervient 5 ou moins PTF (2015)

Secteurs du CSCRP	Nombre de domaines	Secteurs du CSCRP	Nombre de domaines
Assainissement	5	Migration	2
Micro-finance	5	Population	2
Emploi	4	Renforcement de la qualité des programmes	2
Justice	4	Technologies de l'information et de la communication	2
Lutte contre le VIH/Sida	4	Commerce	1
Coordination avec les PTF	3	Mines	1
Culture	3	Renforcement du partenariat avec le secteur privé, la société civile en assurant la qualité et l'équité	1
Formation Professionnelle	3	Renforcement du système statistique national	1
Gestion des Finances Publiques	3	Secteur privé	1
Protection de l'enfant	3	Jeunesse	0
Urbanisme et Habitat	3	Renforcement du suivi-évaluation	0
Artisanat	2	Aménagement du territoire	0
Industrialisation	2		

Source : Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide à partir des données transmises par les PTF

Conclusion et recommandations

80. L'analyse des décaissements pour l'année 2014 et les prévisions des décaissements sur la période 2015-2018 montre l'engagement particulièrement important des Partenaires Techniques et Financiers en faveur du développement économique, social et institutionnel du Mali. Il convient de tout mettre en œuvre pour que le montant mobilisé et mobilisable puisse générer des résultats et des impacts significatifs.
81. La gestion de l'information sur l'aide est un paramètre important. Les données sur l'aide au développement doivent pouvoir servir d'outil d'aide à la décision pour orienter et réorienter certains appuis. Le questionnaire pour le Cadre des Ressources Externes en 2015 a intégré des paramètres qualitatifs liés notamment aux résultats attendus et atteints et aux régions d'interventions des différents projets. Toutefois, la qualité des réponses des partenaires techniques et financiers sur ces paramètres a été hétérogène et ne permet pas une analyse plus poussée des résultats. Il s'agit là d'un point d'amélioration à prendre en compte pour le futur cadre des ressources externes à moyen terme.
82. Pour les prochains exercices, il paraît également nécessaire de solliciter en amont un rapprochement plus étroit avec les départements ministériels à travers les Cellules de planification et de statistiques afin d'optimiser la gestion de l'information en interne avant de solliciter les PTF. Ce point est particulièrement nécessaire en ce qui concerne notamment les projets inscrits au budget de l'Etat, pour lesquels la partie nationale doit être en possession des différents éléments d'ordre quantitatifs et qualitatifs.
83. L'analyse de l'aide par instrument a fait apparaître notamment le faible nombre de partenaires techniques et financiers impliqués dans l'aide budgétaire sectorielle (seul le Canada pratique cette forme d'aide). L'amélioration de la qualité et de la transparence des politiques publiques, l'amélioration du dialogue à travers notamment les revues sectorielles constituent des éléments clés pour parvenir à développer les appuis budgétaires sectoriels, et à accroître le nombre de partenaires impliqués dans cette dynamique.
84. Tandis que l'Etat s'est engagé dans un processus de décentralisation progressif devant aboutir à un transfert des compétences et des ressources, il s'avère pertinent de mettre à profit l'expérience de la Suisse en matière d'aide budgétaire décentralisée afin d'étudier les perspectives d'utilisation de cet instrument par d'autres partenaires.
85. Un leadership plus important de la partie gouvernementale est nécessaire afin d'optimiser la division du travail par secteur. En effet, l'analyse par secteur en fonction du nombre de partenaires investis et l'analyse par nombre de domaines des partenaires font très clairement apparaître une

dispersion pour certains partenaires techniques et financiers qui peut nuire à l'efficacité de leurs actions.

86. Par ailleurs, il semble que quelques secteurs, parmi lesquels la santé, l'éducation, l'eau, le développement rural, bénéficient d'un nombre très important de partenaires techniques et financiers. Cette présence importante d'acteurs complique sûrement les efforts de coordination et de concertation. Les perspectives de développement de l'aide budgétaire sectorielle dans ces secteurs qui bénéficient d'un nombre important de partenaires doivent être encouragées.
87. Un travail de recentrage de certains partenaires techniques au profit de secteurs délaissés paraît nécessaire. Comme prévu dans la stratégie commune d'accompagnement pays 2016-2018, le Gouvernement et les Partenaires Techniques et Financiers ont pris l'engagement de progresser vers une première programmation indicative conjointe. Ce processus devra inévitablement prendre en compte la division du travail entre partenaires techniques et financiers, l'allocation géographique, et la concentration sectorielle par partenaire.
88. Une synergie des différentes structures nationales impliquées dans la gestion de l'aide est à rechercher afin d'améliorer l'efficacité des moyens existants, et aussi pour pouvoir mobiliser d'autres partenaires, dont notamment certains partenaires des pays émergents et aussi des fonds verticaux, dédiés notamment au climat.

Annexe 1 : Nombre de domaines d'interventions par PTF - 2015

PTF	Nombre de domaines d'intervention	Montant total	Montant moyen par domaine
France	19	40,2	2,1
Allemagne	17	38,7	2,3
Délégation de l'Union Européenne	17	99,7	5,9
Suisse	13	14,9	1,1
Suède	12	17,2	1,4
Belgique	11	10,1	0,9
Luxembourg	11	4,8	0,4
Banque Mondiale	10	117,1	11,7
BID	9	60,1	6,7
Canada	8	40,7	5,1
Pays-Bas	8	24,9	3,1
USA	7	153,4	21,9
BAD	6	34,4	5,7
BOAD	6	37,2	6,2
BADEA	5	4,9	1,0
Chine	5	67,2	13,4
UNICEF	5	118,6	23,7
Danemark	4	22,9	5,7
BIDC	3	4,7	1,6
Japon	3	9,2	3,1
PNUD	3	21,0	7,0
UNFPA	3	4,7	1,6
UNHCR	3	11,0	3,7
Espagne	2	1,3	0,6
Inde	2	36,5	18,2
Norvège	2	0,9	0,5
OPEP	2	7,6	3,8
UNESCO	2	0,3	0,2
FAO	1	1,7	1,7
FIDA	1	3,9	3,9
FMI	1	5,2	5,2
Fonds Mondial de lutte contre la Tuberculose, le VIH/SIDA et le Paludisme	1	12,3	12,3
OCHA	1	4,1	4,1
OMS	1	3,5	3,5
ONU FEMMES	1	1,5	1,5
ONUDI	1	6,2	6,2
PAM	1	6,4	6,4

Source : Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide à partir des données transmises par les PTF

Annexe 2 : Nombre de PTF intervenant par domaine du CSCRP – 2015

Source : Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide à partir des données transmises par les PTF

Secteurs du CSCRP	Nombre de domaines
Développement rural	22
Multi-secteurs / ABG	14
Nutrition Santé	13
Eau	12
Education	11
Energie	11
Protection sociale et lutte contre les vulnérabilités	10
Décentralisation	9
Environnement et ressources naturelles	9
Transports	9
Développement Institutionnel	8
Paix et Sécurité	8
Sécurité Alimentaire	8
Genre	6
Assainissement	5
Micro-finance	5
Emploi	4
Justice	4
Lutte contre le VIH/Sida	4
Coordination avec les PTF	3
Culture	3
Formation Professionnelle	3
Gestion des Finances Publiques	3
Protection de l'enfant	3
Urbanisme et Habitat	3
Artisanat	2
Industrialisation	2
Migration	2
Population	2
Renforcement de la qualité des programmes	2
Technologies de l'information et de la communication	2
Commerce	1
Mines	1
Renforcement du partenariat avec le secteur privé, la société civile en assurant la qualité et l'équité	1
Renforcement du système statistique national	1
Secteur privé	1

Jeunesse	0
Renforcement du suivi-évaluation	0
Aménagement du territoire	0

Annexe 3 : Décaissement et Prévisions de décaissement par type de PTF

Catégorie	PTF	2014	2015	2016	2017	2018
Autre Coopération bilatérale OCDE	Canada	30,4	40,7	31,6	32,5	22,3
	Japon	0,0	9,2	0,0	0,0	0,0
	Norvège	0,0	0,9	7,7	0,0	0,0
	Suisse	15,5	14,9	15,0	12,5	7,4
	USA	325,4	153,4	81,5	72,1	72,1
Total Autre Coopération bilatérale OCDE		371,2	219,1	135,8	117,1	101,9
Autres dont pays émergents	Chine	29,3	67,2	67,2	67,2	0,0
	Fonds Mondial	10,3	12,3	14,2	15,7	0,0
	Inde	0,0	36,5	22,9	20,6	0,0
	OPEP	0,2	7,6	7,6	7,2	7,2
Total Autres PTF dont pays émergents		39,7	123,6	111,9	110,8	7,2
Banque de Développement	BAD	14,4	34,4	39,9	43,4	46,5
	BADEA	5,8	4,9	4,9	4,9	0,0
	Banque Mondiale	78,1	117,1	136,5	120,1	77,2
	BID	18,9	60,1	60,1	60,1	0,0
	BIDC	1,3	4,7	2,8	2,8	0,0
	BOAD	8,4	37,2	37,2	37,2	0,0
	FMI	5,2	5,2	5,2	0,0	0,0
Total Banque de Développement		132,2	263,6	286,6	268,6	123,7
Système des Nations Unis	BIT	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0
	FAO	4,9	1,7	0,0	0,0	0,0
	FIDA	1,8	3,9	0,0	0,0	0,0
	OCHA	3,7	4,1	0,0	0,0	0,0
	OIM	1,5	0,0	0,0	0,0	0,0
	OMS	6,0	3,5	5,1	5,1	5,1
	ONU FEMMES	1,3	1,5	0,0	0,0	0,0
	ONUDI	0,0	6,2	0,0	0,0	0,0
	ONUSIDA	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
	PAM	52,1	6,4	0,0	0,0	0,0
	PNUD	15,7	21,0	9,2	9,2	8,0
	UNESCO	0,0	0,3	0,0	0,0	0,0
	UNFPA	3,1	4,7	4,7	4,7	0,0
	UNHCR	3,9	11,0	6,6	7,5	0,0
	UNICEF	128,6	118,6	97,9	97,9	97,9
UNMAS	1,1	0,0	0,0	0,0	0,0	
Total Système des Nations Unis		224,1	182,8	123,4	124,2	110,9
Union Européenne et Etats Membres	Allemagne	21,1	38,7	33,8	25,8	9,5
	Belgique	5,6	10,1	8,3	4,8	0,4
	Danemark	17,2	22,9	22,9	7,2	9,4
	Délégation de l'Union Européenne	121,9	99,7	124,9	142,1	48,6
	Espagne	7,6	1,3	0,3	0,0	0,0
	France	39,0	40,2	36,9	52,5	55,3
	Italie	0,0	0,0	1,2	3,5	3,5
	Luxembourg	6,0	4,8	8,6	8,7	8,7
Pays-Bas	20,7	24,9	23,7	22,6	19,5	

	Suède	18,0	17,2	14,0	16,9	16,8
Total Union Européenne et Etats Membres		257,2	259,7	276,7	286,1	173,7
Total général		1 024,4	1 048,8	934,4	906,8	517,4

Source : Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide à partir des données transmises par les PTF

Annexe 4 : Décaissement 2014 et Prévisions de décaissement 2015-2018 par Secteur du CSCRP

Secteurs du CSCRP	2014	2015	2016	2017	2018
Aménagement du territoire	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Artisanat	0,6	0,4	0,3	0,3	0,3
Assainissement	25,1	21,0	24,3	17,9	13,0
Commerce	0,2	0,1	0,2	0,0	0,0
Coordination avec les PTF	5,8	1,7	1,5	1,5	1,5
Culture	0,9	0,8	0,5	0,0	0,0
Décentralisation	14,9	25,4	44,1	31,3	11,6
Développement Institutionnel	22,8	28,4	11,1	7,7	6,4
Développement rural	88,1	113,4	135,9	127,5	78,7
Eau	31,0	49,1	51,7	55,5	20,6
Education	34,4	34,9	40,4	29,0	25,6
Emploi	3,0	7,4	17,6	16,9	11,9
Energie	27,7	93,3	83,2	96,3	38,7
Environnement et ressources naturelles	10,5	20,2	18,0	17,2	19,9
Formation Professionnelle	2,6	3,4	4,0	2,6	1,4
Genre	1,7	3,8	1,8	1,9	1,2
Gestion des Finances Publiques	16,4	10,7	1,5	1,6	1,3
Industrialisation	8,3	21,7	4,1	3,9	0,0
Jeunesse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Justice	7,3	7,2	11,3	14,1	12,3
Lutte contre le VIH/Sida	13,1	14,3	15,9	17,5	1,6
Micro-finance	1,9	1,6	2,4	2,3	1,9
Migration	2,0	0,7	0,0	0,0	0,0
Mines	0,3	1,0	0,7	0,0	0,0
Multi-secteurs / ABG	91,3	109,8	128,3	130,4	47,2
Nutrition Santé	99,8	109,8	110,0	96,4	82,4
Paix et Sécurité	207,3	31,1	9,5	3,4	0,0
Population	2,6	3,0	4,2	5,9	4,1
Protection de l'enfant	67,9	65,8	53,6	54,1	53,6
Protection sociale et lutte contre les vulnérabilités	44,7	43,1	26,0	24,3	16,4
Renforcement de la qualité des programmes	0,0	2,9	1,1	2,0	2,1
Renforcement du partenariat avec le secteur privé, la société civile en assurant la qualité et l'équité	1,8	1,4	1,4	1,1	1,0
Renforcement du suivi-évaluation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Renforcement du système statistique national	0,4	0,2	1,6	1,0	0,9

Secteur privé	1,1	0,0	0,7	0,7	0,7
Sécurité Alimentaire	135,6	103,0	34,0	29,5	27,8
Technologies de l'information et de la communication	0,1	21,5	21,5	21,5	0,0
Transports	50,0	92,4	66,5	85,9	33,1
Urbanisme et Habitat	3,0	4,4	5,7	5,6	0,0
Total général	1 024,4	1 048,8	934,4	906,8	517,4

Source : Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide à partir des données transmises par les PTF

Annexe 5 : Décaissement 2014 et Prévisions de décaissement 2015-2018 par instrument

Instrument	2014	2015	2016	2017	2018
ABG	92,4	86,9	98,0	95,5	35,9
ABS	10,4	18,9	9,4	8,5	0,4
Aide budgétaire décentralisée	1,2	3,3	4,7	1,4	1,1
Aide Projet Budget d'Etat	332,9	500,7	493,8	465,5	239,2
Aide Urgence, aide en nature	19,3	7,0	6,0	1,0	0,0
Appui Hors Budget d'Etat	568,3	432,0	322,6	334,9	240,7
Total général	1 024,4	1 048,8	934,4	906,8	517,4

Instrument Ë Décaissement 2014 (en Mrds de FCFA)	Autre Coopération bilatérale OCDE	Autres PTF dont pays émergents	Banque de Développement	Système des Nations Unis	UE et Etats Membres	Total général
ABG	0,0	0,0	10,4	0,0	82,0	92,4
ABS	0,0	0,0	0,0	0,0	10,4	10,4
Aide budgétaire décentralisée	1,2	0,0	0,0	0,0	0,0	1,2
Aide Projet Budget d'Etat	15,1	22,0	115,8	140,5	39,4	332,9
Aide Urgence, aide en nature	3,7	0,0	0,0	0,0	15,6	19,3
Appui Hors Budget d'Etat	351,2	17,7	6,0	83,6	109,8	568,3
Total général	371,2	39,7	132,2	224,1	257,2	1 024,4

Instrument Ë Prévisions Décaissement 2015 (en Mrds de FCFA)	Autre Coopération bilatérale OCDE	Autres PTF dont pays émergents	Banque de Développement	Système des Nations Unis	UE et Etats Membres	Total général
ABG	0,0	0,0	46,6	0,0	40,2	86,9
ABS	18,9	0,0	0,0	0,0	0,0	18,9
Aide budgétaire décentralisée	3,3	0,0	0,0	0,0	0,0	3,3
Aide Projet Budget d'Etat	17,3	104,8	194,7	133,5	50,3	500,7
Aide Urgence, aide en nature	1,2	0,0	0,0	0,0	5,8	7,0
Appui Hors Budget d'Etat	178,3	18,7	22,2	49,3	163,4	432,0
Total général	219,1	123,6	263,6	182,8	259,7	1 048,8

Instrument. Prévisions Décaissement 2016-2018 (en Mrds de FCFA)	Autre Coopération bilatérale OCDE	Autres PTF dont pays émergents	Banque de Développement	Système des Nations Unis	UE et Etats Membres	Total général
ABG	0,0	0,0	112,0	0,0	117,4	229,4

ABS	18,3	0,0	0,0	0,0	0,0	18,3
Aide budgétaire décentralisée	7,2	0,0	0,0	0,0	0,0	7,2
Aide Projet Budget d'Etat	53,7	187,1	522,4	319,9	115,4	1198,5
Aide Urgence, aide en nature	0,0	0,0	0,0	0,0	7,0	7,0
Appui Hors Budget d'Etat	275,5	42,8	44,5	38,6	496,8	898,2
Total général	354,7	229,9	678,8	358,6	736,5	2358,6

Source : Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide à partir des données transmises par les PTF